

Article | 26 septembre 2023 | 

# En Loire-Atlantique, le "revenu jeunes" fait recette



Michel Ménard, président du département de Loire-Atlantique, et Jérôme Alemany, vice-président "action sociale de proximité, insertion et lutte contre l'exclusion", lors d'une rencontre avec les partenaires du revenu jeunes, le 18 septembre. - © DR

Après quatorze mois d'expérimentation, le département de Loire-Atlantique tire un premier bilan positif de son "revenu jeunes". Cette aide, qui peut être perçue en complément d'autres dispositifs, vient "comblar les trous du filet de protection sociale" à destination des 18-25 ans.

Cela fait bientôt un an que Charlotte\*, 22 ans, touche 508 euros chaque mois. La jeune femme, en rupture familiale, suit une formation de toiletteuse canin, et entend la mener jusqu'au bout, en février prochain.

Suivie par la mission locale de l'agglomération nazairienne (44), Charlotte n'a pas eu à trop s'inquiéter de la fin de la « **garantie jeunes** », sa conseillère l'ayant rapidement rassurée en lui parlant du « revenu jeunes ».

« Sans ça, je n'avais pas vraiment de solution, explique la jeune femme. C'est arrivé à temps, ça m'aide à financer ma formation, à payer mon loyer... J'ai aussi pu passer mon permis ».

## Aucun soutien familial

Sans aucun soutien familial, seule et avec un loyer à charge, Charlotte touche le montant maximum fixé par le département de Loire-Atlantique, pour cette expérimentation d'une durée de deux ans.

« Il est clair que cette aide a évité une rupture de formation, assure Claire Lambert, conseillère mission locale. J'aurais pu proposer un CSAJ [contrat de soutien à l'autonomie des jeunes] à Charlotte, mais c'est un dispositif beaucoup plus restrictif. Avec le revenu jeune on est davantage dans un accompagnement global, plus cohérent ».

Cet « engagement de campagne », comme le rappelle Michel Ménard, président du département de Loire-Atlantique, est un dispositif complémentaire au « **contrat d'engagement jeune** » (CEJ) et autres bourses.

« Il y a 25 % de jeunes en situation de pauvreté en France, a expliqué l'élu socialiste en conférence de presse, le 18 septembre. Sur le département, nous sommes aux alentours de 18 %. Le revenu jeunes est un investissement sur l'avenir. Si un jeune trouve une formation, un travail, il n'aura pas besoin de RSA ».

Un dispositif qui rappelle le « revenu solidarité jeunes » (RSJ), **mis en place dans la métropole lyonnaise**. D'ailleurs, le département de Loire-Atlantique aimerait à terme une évaluation croisée des deux dispositifs.

## Vivre dans le département depuis un an

Jérôme Alemany, vice-président du département en charge de l'action sociale de proximité, de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion, estime que le revenu jeunes (RJ) est « une réponse rapide, qui permet de capter des jeunes qui n'étaient pas connus d'autres institutions ».

Depuis quatorze mois, 418 jeunes ont bénéficié de ce soutien, dont 90 % avaient un niveau de qualification égal ou inférieur au bac.

Prescrit à plus de 60 % par les missions locales et à 20 % par les espaces départementaux des solidarités, le RJ est ouvert aux jeunes de 18 à 24 ans, de nationalité française ou en situation régulière (une demande de titre de séjour effectuée est suffisante), sans ressources ou disposant de faibles ressources.

Il faut par ailleurs prouver vivre dans le département depuis un an. Une structure type





mission locale doit être présente, pour établir un diagnostic et faire le suivi du jeune.

Ensuite, un premier versement est rapidement effectué, ouvert pour une période de quatre mois, renouvelable par la suite tous les trois mois, sous couvert d'un projet professionnel.

## 400 euros par mois en moyenne

C'est ce que fait Charlotte, qui doit, tous les trois mois, réargumenter sa demande et apporter divers documents, pendant que sa conseillère, elle, doit « *donner son avis sur la cohérence de [son] projet* ».

« *Nous avons constaté que beaucoup de jeunes n'arrivaient pas à terminer leur cursus sans soutien financier, note Jérôme Alemany. Plus de la moitié des jeunes bénéficiant du revenu jeunes ne restent pas dans le dispositif au-delà de quatre mois. Ils ne s'installent pas dans 'l'assistanat', comme on entend souvent* ».

Un moment de répit donc, qui permet à ce public souvent précaire de se concentrer sur autre chose que la recherche d'argent. Contrairement au RSA, le montant du revenu jeunes est conditionné aux besoins de la personne, et peut être revu à la hausse ou à la baisse selon les étapes du parcours. « *En moyenne, on est autour de 400 euros mensuel* », indique Jérôme Alemany.

La question en suspens est celle des jeunes sortants de l'aide sociale à l'enfance (ASE). « *Notre objectif est que le revenu jeunes soit versé de manière plus systématique avec le contrat jeune majeur (CJM)*. »

Un dispositif à améliorer donc, car le département s'attendait, il l'avoue, à davantage de demandes. Pour entamer la dernière année de l'expérimentation, il va d'ailleurs relancer une vaste campagne publicitaire.

## Un grand soulagement

En attendant, Morgane Le Hénanff, étudiante en master de sociologie, mène, pour son mémoire, une première évaluation sur les effets du revenu jeunes sur la trajectoire sociale des bénéficiaires.

Sur treize jeunes rencontrés, il en ressort que le dispositif joue « *son rôle de tremplin, pour ceux qui ne sont pas très éloignés de l'emploi ou de la formation. Le RJ va permettre de sortir de l'isolement, ainsi qu'une mise en action en retissant du lien social*. »

De jeunes adultes qui évoquent par ailleurs « *un grand soulagement* » dû à cette allocation, notant tout de même son insuffisance « *pour véritablement sortir de la précarité* ».



En réalité, la France est des rares pays de l'OCDE (avec l'Espagne, Chypre et le Luxembourg) à négliger ainsi les aides et minima sociaux en direction des jeunes. Le RSA jeunes, par exemple, **dispose de conditions d'attribution extrêmement strictes**.

« Faire cette expérimentation permet aussi de porter au niveau national cette question de la jeunesse, conclut Michel Ménard. On espère démontrer que l'État doit agir davantage en direction de sa jeunesse ».

### Le revenu jeunes en chiffres

- 2 000 000 € de budget
- 418 jeunes bénéficiaires après 14 mois d'expérimentation (sur 520 demandes environ), dont 50 % de femmes et 50 % d'hommes
- 508 € par mois maximum, une première fois sur 4 mois, puis renouvelable tous les 3 mois
- 1 jeune sur 2 n'est pas connu des institutions
- 17 % sont scolarisés ou étudiants
- 1 jeune sur 3 est en situation d'hébergement précaire

Votre avis



## Des expériences similaires

À Lyon, une expérimentation a eu lieu de juin 2021 à juillet 2023. Le **revenu solidarité jeunes** (RSJ) était une aide financière pouvant aller jusqu'à 400 €, proposée sous certaines conditions, pour une durée de 24 mois. Les étudiants ne pouvaient pas en bénéficier. Un rendez-vous de suivi était fixé tous les 3 mois. Il y a eu **près de 2 000 bénéficiaires en deux ans**. 67 % avaient entre 21 et 24 ans, et 34 % des jeunes demandeurs étaient sans diplôme.

La Meurthe-et-Moselle, elle, se prononcera en novembre prochain sur la mise en place d'un « **revenu d'émancipation pour les jeunes** » âgés de 16 à 25 ans.

\* Le prénom a été modifié.

 **Elsa GAMBIN**

